

La Swiss Association of Trust Companies SATC ...

... is publishing a position paper on the regulation of Swiss Trustees

Alexandre C. von Heeren,

President of the Swiss Association of Trust Companies and Managing Partner of Mandaris AG

Dans l'édition de BSL parue l'an dernier, Kecia Barkawi a présenté les effets des accords fiscaux internationaux sur l'industrie du Wealth Planning et commenté, exception faite de la prévention du blanchiment d'argent qui est largement réglementée, le manque de réglementation de l'activité des trustees en Suisse (pas de règles d'octroi de licences ou d'organisation). Quelques leaders du marché ont reconnu que l'absence de règles appropriées pour les trustees représentait un risque, d'où la création, en 2007, de la Swiss Association of Trust Companies SATC (voir www.satc.ch). Dans un premier temps, la SATC s'est donnée pour mission de garantir une qualité de service élevée et d'édicter des standards organisationnels et éthiques pour l'industrie du trust sur la base de directives propres applicables uniquement à ses membres. La SATC entretient également des contacts réguliers avec les autorités à Berne et les organismes du secteur tels que la Society of Trust and Estate Practitioners STEP. L'an dernier, le nombre de ses membres s'est une nouvelle fois accru.

Il faut s'attendre, dès l'année prochaine, à ce que la densité réglementaire se renforce nettement dans le secteur suisse des prestations financières, en raison notamment de la révision partielle de la loi sur les placements collectifs de capitaux (ajustement à la directive Alternative Investment Fund Managers AIFMD de l'UE) et des modifications à prévoir de la loi sur les bourses en matière d'autorisation pour les gérants de fortune. Cela ne concerne toutefois que le secteur de la gestion de fortune. Dans la situation actuelle, le législateur n'envisage aucun développement de la réglementation de l'industrie des trusts, en dépit du fait qu'un trustee peut disposer directement et sans restriction d'un patrimoine de trust en tant que propriétaire légal. Un renforcement de la protection des bénéficiaires serait bénéfique dans ce cadre. La prise en compte des intérêts légitimes des bénéficiaires ne pourrait être que favorable à la place financière suisse. La SATC est d'avis que l'introduction d'une forme de réglementation des trustees n'est qu'une question de temps et que la Suisse finira tôt ou tard par se conformer aux directives les plus courantes appliquées à l'étranger. La pression réglementaire exercée dans le cadre du GAFI/OCDE jouera certainement à cet égard un rôle prépondérant.

In last year's edition of BSL, Kecia Barkawi commented on the implications of international tax agreements for the Wealth Planning Industry and, except in the extensively regulated area of prevention of money laundering, the lack of regulation of trustee activity in Switzerland (no licensing or organisational specifications). The lack of appropriate rules for trustees has been acknowledged as a risk by some leaders within the trust business and led in 2007 to the incorporation of the Swiss Association of Trust Companies SATC (see www.satc.ch). In a first phase, the SATC set itself the goal of assuring a high standard of service quality, together with organisational and ethical standards, by means of specific guidelines applicable only to its members. In addition, SATC maintains regular exchanges with the authorities in Bern and branch organisations like the Society of Trust and Estate Practitioners STEP. The number of members rose again last year.

From next year, the density of regulation in the Swiss financial services sector will increase significantly, partly because of the partial revision of the law on collective investments (adaptation to the EU Alternative Investment Fund Managers Directive AIFMD) and the authorisation requirement for asset managers which will in future be stipulated in the Stock Exchange Act. However, this applies exclusively to the asset management industry. In the current situation, the legislator does not plan any extension of regulation of the trust industry, despite the fact that a trustee, as the legal owner, can to a large extent dispose directly of trust assets and great importance should therefore be attached to the protection of the trust beneficiaries. Protection of the justified interests of the beneficiaries can only have advantages for the Swiss Financial Centre. The SATC believes that the introduction of some form of trustee regulation is only a matter of time. It remains to be seen when Switzerland will join the trend that prevails in other countries. Undoubtedly, the pressure of regulation built up by the FATF/OECD will play a role here.



Alexandre C. von Heeren

L'an dernier, la SATC et ses membres ont pris position dans un document («White Paper on the Regulation of Trustees in Switzerland», disponible sur www.satc.ch), qui présente les principales exigences en matière de réglementation de l'industrie du trust. Sous la direction de Mark Barmes, associé du cabinet d'avocats Lenz & Staehelin à Genève, un groupe de travail composé de membres de la SATC a analysé les principales règles étrangères d'octroi des licences et émis une recommandation exhaustive pour un dispositif réglementaire correspondant en Suisse. Il convenait notamment de délimiter l'activité des trustees par rapport à celle de la gestion d'entreprise fréquemment proposée par les fiduciaires suisses. Le document de prise de position, dans sa forme actuelle, se concentre uniquement sur les sociétés suisses actives en tant que trustee et exclut les fiduciaires «généralistes» et les personnes physiques. Ceci correspond aussi à la manière dont les règles s'appliquent (aux personnes physiques) dans de nombreuses juridictions qui réglementent les trustees. En outre, il convenait de délimiter la réglementation des trustees par rapport aux dispositions existantes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Le document de prise de position de la SATC en matière de réglementation des trustees suisses identifie trois domaines que le législateur devrait prendre en compte dans le cadre d'une réglementation future des trustees:

Obligation pour les trustees d'obtenir une licence: le document de prise de position prévoit que seules les entreprises disposant d'un capital suffisant, d'une couverture d'assurance et de structures organisationnelles appropriées sont habilitées à proposer des prestations de trustee. Il faudrait s'assurer en outre que l'entreprise de trust dispose de suffisamment de collaborateurs au bénéfice des compétences professionnelles requises. Ces règles de base doivent permettre en premier lieu de garantir la protection des intérêts des bénéficiaires du trust et, indirectement, de préserver la réputation de l'industrie suisse du trust et de la place financière. Toute atteinte à ces règles devrait être sanctionnée.

In the course of last year, the SATC and its members drew up a position paper ("White Paper on the Regulation of Trustees in Switzerland", which can be downloaded at www.satc.com), in which the fundamental requirements for regulation of the trust industry are presented. Under the leadership of Mark Barmes, Partner in the Law Firm of Lenz & Staehelin in Geneva, a working group made up of SATC members, has analysed the most important foreign licensing rules for trustees and developed a comprehensive recommendation for appropriate rules in Switzerland on that basis. A special challenge here was the distinction between trustee activity and the administration of companies which is often offered as part of the Swiss fiduciary business. In its present form, the position paper only concerns Swiss companies acting as trustees to the exclusion of "general" fiduciaries and natural persons serving as trustees. This also corresponds to the rule which is applied (in respect of private individuals) in many regulated trustee jurisdictions. It was likewise necessary to draw a distinct line between the proposed trustee regulation and the existing rules on the prevention of money laundering.

The SATC position paper on the regulation of Swiss trustees names three main areas which should be considered by the legislator when a future trustee regulation is proposed:

Licensing obligations for trustees: the position paper stipulates that trustee services may only be offered by companies which have adequate minimum capital, sufficient insurance cover and suitable organisational structures. It should

Devoirs de documentation: la SATC préconise de fixer une série de devoirs de documentation appropriés, afin notamment de pouvoir vérifier les décisions des trustees. Ils devraient également faire office d'instruments de contrôle pour garantir le respect des standards d'organisation et la protection des bénéficiaires du trust. Il est en outre nécessaire que les intérêts légitimes de tous les participants soient pris en compte en matière de protection d'informations confidentielles.

Contrôle: la SATC prévoit l'intégration de la réglementation des trustees (et notamment des mécanismes de contrôle correspondants) dans le cadre des dispositions réglementaires en vigueur actuellement. Il est de plus nécessaire d'éviter les doublons (par ex. les recoupements avec la loi sur le blanchiment d'argent) et ainsi des charges supplémentaires inutiles pour les trustees, en déléguant par exemple les tâches de contrôle aux mandataires chargés habituellement de la révision (organe de révision ordinaire ou réviseur au sens de la loi sur le blanchiment d'argent).

Les membres de la SATC ont approuvé, fin mai, lors de l'assemblée générale ordinaire, la prise de position et un groupe de travail a été chargé d'émettre des propositions concrètes. La SATC est parfaitement consciente que les processus législatifs prennent du temps en Suisse. C'est pourquoi, il est prévu, dans un premier temps, de définir des standards qui seront appliqués dans un cadre d'autorégulation. Les membres de la SATC se soumettent ainsi volontairement à des règles plus strictes que celles édictées aujourd'hui par le législateur.

L'avenir dira quel rôle ce document de prise de position, et l'autorégulation des membres en découlant, jouera dans l'éventuelle adoption d'une réglementation future. La SATC pourra déjà être satisfaite si les propositions et les expériences de régulation menées dans le cadre de la SATC pouvaient avoir une influence même modeste sur une réglementation étatique. La SATC continuera à entretenir des contacts étroits avec toutes les parties prenantes et à apporter sa contribution à une place financière sûre.

likewise be ensured that a trust company employs a sufficient number of staff with the necessary professional expertise. In the first instance, these basic rules serve to protect the interests of the trust beneficiaries and hence also indirectly the reputation of the Swiss Trust Industry and the Swiss Financial Centre. Penalties should be imposed for any breach of the rules.

Documentation obligations: SATC advocates the introduction of appropriate documentation requirements, including means of assuring the traceability of trustee decisions. These obligations should also ensure monitoring of compliance with the organisational standards and protection of the trust beneficiaries. Account must also be taken here of the justified interest of all participants in respect of the protection of confidential information.

Verification: SATC provides for the incorporation of trustee regulation (and in particular of the corresponding control mechanisms) into the currently valid regulatory provisions. Here, duplication (e.g. overlap with the Money Laundering Act) and hence unnecessary additional burdens for trustees should be avoided, for example by a delegation of the monitoring tasks to the existing auditors (statutory auditor or auditor under the Money Laundering Act).

The position paper was adopted by the members present at the ordinary general meeting of the SATC at the end of May and a working group was asked to draw up specific proposals for implementation. SATC is well aware of the fact that the legislative process in Switzerland takes its time. Therefore, in the first instance, the aim is to achieve implementation of the standards through self-regulation. In this connection, the SATC members voluntarily undertake to comply with more stringent regulatory provisions than those stipulated today by the legislator.

The role of the position paper and the self-regulation of the members based on the paper with regard to the introduction of statutory regulation in future remains to be seen. However, the SATC would already have achieved a great deal if the proposals for, and experience with, SATC regulations were incorporated, even if only in part, in an official regulation. SATC will continue to maintain close contacts with all the parties concerned and will make its contribution in favour of a secure financial centre.